

Législation économique

Objekttyp: **Index**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **22 (1942)**

Heft 1

PDF erstellt am: **06.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LÉGISLATION ÉCONOMIQUE

FRANCE : Principaux textes parus du 1^{er} au 31 Décembre 1941

QUESTIONS FISCALES ET D'ENREGISTREMENT

Opérations de bourse

Impôt sur les opérations de bourse. Habilitation à modifier la quotité de l'impôt.

Loi du 15 novembre au J. O. du 7 décembre 1941 (p. 5294).

Arrêté d'application du 6 décembre au J. O. du 7 décembre 1941 (p. 5300).

QUESTIONS JURIDIQUES, IMMOBILIÈRES. SOCIÉTÉS

Commissaire aux comptes

Dispositions concernant l'examen d'aptitudes aux fonctions de commissaire aux comptes.

Arrêté du 8 décembre au J. O. du 21 décembre 1941 (p. 5491).

Sociétés par actions

Dispositions relatives à la forme et la négociation des actions.

Arrêté du 6 décembre au J. O. du 7 décembre 1941 (p. 5300).

Modification de l'objet social des sociétés. Application de la loi du 17 juillet 1941.

Loi du 19 décembre au J. O. du 23 décembre 1941 (p. 5500).

LÉGISLATION DU TRAVAIL

Fermeture de certaines entreprises

Fixation des modalités de rémunération ou d'indemnisation du personnel des entreprises visées par la loi du 15 décembre 1941 relative à la fermeture de certains établissements industriels durant la période du 21 décembre 1941 inclus au 4 janvier 1942 inclus.

Arrêté du 18 décembre au J. O. du 19 décembre 1941 (p. 5461).

Aide aux travailleurs sans emploi

Conditions d'organisation et de fonctionnement des services chargés d'assurer l'aide aux travailleurs sans emploi, institués par la loi du 11 octobre 1940.

Décret du 27 novembre au J. O. du 20 décembre 1941 (p. 5478).

Salaires

Fixation du taux des salaires moyens départementaux servant de base au calcul des allocations familiales.

Arrêté du 20 décembre au J. O. du 21 décembre 1941 (p. 5493).

Dispositions relatives aux conditions de travail et aux salaires.

Loi du 30 novembre au J. O. du 24 décembre 1941 (p. 5518).

DROIT ADMINISTRATIF

Droit administratif

Associations déclarées. Extension des dispositions de la loi du 5 février 1941 concernant les associations reconnues d'utilité publique.

Loi du 25 octobre au J. O. du 2 décembre 1941 (p. 5178).

Juifs

Accès des juifs à la propriété foncière. Réglementation.

Loi du 17 novembre au J. O. du 2 décembre 1941 (p. 5179).

Entreprises, biens et valeurs appartenant à des juifs. Modification ayant pour objet d'éliminer l'influence juive de notre économie.

Loi du 17 novembre au J. O. du 2 décembre 1941 (p. 5179).

Institution d'une Union générale des Israélites de France.

Loi du 29 novembre au J. O. du 2 décembre 1941 (p. 5181).

Modifications apportées à la liste des professions interdites aux juifs incluse dans l'article 5 de la loi du 2 juin 1941.

Loi du 17 novembre au J. O. du 2 décembre 1941 (p. 5180).

Modalités des formalités prévues à l'article 1^{er} (autorisation préfectorale) et à l'article 4 (déclaration) de la loi du 2 novembre 1941 disposant que l'acquisition de tout fonds de commerce est, sauf autorisation, interdite aux juifs.

Arrêté du 29 novembre au J. O. du 2 décembre 1941 (p. 5189).

Modifications à l'article 2 de la loi du 2 juin 1941 relative au statut des juifs.

Loi du 17 décembre au J. O. du 19 décembre 1941 (p. 5442).

Transports

Coordination des transports ferroviaires et routiers. Modification à la loi du 15 octobre 1940.

Loi du 21 novembre au J. O. du 4 décembre 1941 (p. 5226).

Circulation des véhicules automobiles utilisant le gaz naturel de pétrole.

Arrêté du 28 novembre au J. O. du 4 décembre 1941 (p. 5244).

Organisation professionnelle

Constitution d'un groupement d'achat de carburants, combustibles liquides lubrifiants et dérivés.

Loi du 31 octobre au J. O. du 10 décembre 1941.
(p. 5326).

Commerce

Enlèvement des marchandises arrivées dans les ports maritimes.

Loi du 17 novembre au J. O. du 11 décembre 1941
(p. 5338).

Production industrielle

Récupération et commerce des débris et déchets de cuir.

Arrêté du 4 décembre au J. O. du 12 décembre 1941
(p. 5365).

Etablissement d'un plan d'aménagement de la production ayant pour objet d'assurer la vie des entreprises en dépit du manque de matières premières.

Loi du 17 décembre au J. O. du 23 décembre 1941
(p. 5500).

Etrangers

Autorisation de désigner des administrateurs provisoires des biens appartenant à certains étrangers.

Loi du 2 août au J. O. du 14 décembre 1941 (p. 5382).

(Communiqué par la Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision, 51 rue de la Chaussée-d'Antin, Paris (IX^e)).

SUISSE : Principaux textes parus du 1^{er} au 31 Décembre 1941

QUESTIONS FISCALES

Impôt sur le chiffre d'affaires

Reconnaissance de l'impôt sur le chiffre d'affaires comme élément de coût supplémentaire.

Ordonnance du Département Fédéral de l'Economie Publique du 1^{er} décembre 1941. F. O. S. C. du 1^{er} décembre 1941 (p. 2.440).

Définition de la notion de matière première au regard de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Communiqué de l'Administration Fédérale des Contributions du 2 décembre 1941. F. O. S. C. du 8 décembre 1941 p. 2505).

LÉGISLATION DU TRAVAIL

Travaux Agricoles

Affectation de la main-d'œuvre aux travaux d'amélioration foncière.

Ordonnance du Département Fédéral de l'Economie Publique du 17 décembre 1941. F. O. S. C. du 19 décembre 1941 (p. 2603).

PRIX

Horlogerie

Modification des tarifs et des prix de barrage dans la fabrication Roskopf.

Ordonnance du Département Fédéral de l'Economie Publique du 1^{er} décembre 1941. F. O. S. C. du 1^{er} décembre 1941 (p. 2441).

Coton

Création d'une Caisse de compensation des prix de l'industrie du coton.

Ordonnance du Département Fédéral de l'Economie Publique du 2 décembre 1941. F. O. S. C. du 6 décembre 1941 (p. 2491).

PRODUCTION INDUSTRIELLE

Platine

Réglementation de l'utilisation du platine.

Ordonnance de l'Office de Guerre pour l'Industrie et le Travail du 2 décembre 1941. F. O. S. C. du 10 décembre 1941 (p. 2527).

Ouverture d'exploitations

Réglementation de l'ouverture d'exploitations susceptibles d'accroître notablement la consommation des matières intéressant l'économie de guerre.

Ordonnance du Département Fédéral de l'Economie Publique du 7 décembre 1941. F. O. S. C. du 10 décembre 1941 (p. 2527).

COMMERCE

Grands magasins

Interdiction d'ouvrir ou d'agrandir sans autorisation des grands magasins, des maisons d'assortiment, des magasins à prix uniques et des maisons à succursales multiples.

Arrêté Fédéral du 11 décembre 1941. F. O. S. C. du 15 décembre 1941 (p. 2561).

AIDE DE L'ÉTAT AUX ENTREPRISES

Agriculteurs

Prorogation et modification des mesures juridiques temporaires pour la protection des agriculteurs dans la gêne.

Arrêté fédéral du 11 décembre 1941. F. O. S. C. du 18 décembre 1941 (p. 2587).

Hôtellerie et broderie

Mesures juridiques temporaires en faveur de l'industrie hôtelière et de la broderie.

Ordonnance du Conseil Fédéral du 19 décembre 1941. F. O. S. C. du 30 décembre 1941 (p. 2671).